

## Fédération des syndicats de travailleurs du rail

17 boulevard de la libération - 93200 - Saint Denis Tel 01 42 43 35 75 - Fax 01 42 43 36 67 federation-sudrail@wanadoo.fr www.sudrail.fr



Saint Denis le14/10/15

## Communiqué de presse

## Un TER disparait encore des « radars » de contrôle des voies et déraille.



De nouveau, le 12/10/2015 un ter assuré en X73500 a disparu des radars (déshunte) et a déraillé à l'entrée de la gare de Sainte Pazanne (44) fort heureusement aucun blessé n'est à déplorer.

Dé shunté en langage ferroviaire, cela signifie que le train est devenu invisible aux systèmes de signalisation et de protection ferroviaires, ce qui a eu pour conséquences notamment :

- Non fermeture des signaux après le passage du train causant des risques de collision entre deux trains.
- Non fermeture d'un passage à niveau causant des risques de heurt du train avec un piéton ou un automobiliste traversant le passage à niveau ouvert.
- Manœuvre possible des aiguilles de voies pouvant provoguer un déraillement.

C'est une défaillance supplémentaire sur ce type de matériel X73500 qui circule sur l'ensemble du territoire. Rien que pour l'année 2015 les quasi-accidents sont nombreux et auraient pu générer une nouvelle catastrophe :

- En janvier dernier sur la ligne reliant Bayonne à Dax, un TER X73500 a "déshunté" à plusieurs reprises.
- Fin aout 3 nouveaux cas de "déshuntage" de X73500 ont eu lieu en région Auvergne à Saincaize et la Charité.

Malgré l'intervention des représentants CHSCT, la direction ne souhaite pas appliquer le principe de précaution, face à une situation grave qui fait peser un risque anormal sur les usagers et les cheminots.

La fédération SUD-Rail n'a de cesse de dénoncer l'absence de mesures préventives, la direction se contentant d'une gestion politique du **risque calculé.** C'est la raison pour laquelle SUD-Rail a exigé **l'immobilisation des rames X73500**, jusqu'à ce que les causes conduisant à une situation de "déshuntage" soient identifiées et traitées sur l'ensemble du territoire.

Pour des raisons économiques, l'entreprise SNCF se refuse de prendre une telle disposition et impose aux agents de rouler sur ce type de matériel sur pratiquement tout le territoire. Il est temps que la direction de la SNCF cesse cette course aux profits et entende l'expertise des cheminot-es qui au quotidien assurent la continuité du service public et alertent sur ces dysfonctionnements.

Contact presse: Frederick Mallet 06 11 15 34 63/ Didier Guibert 06 19 05 43 55